



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome (Italie), 23-27 juin 2014

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET DE LA COLLABORATION ENTRE LES COMITÉS TECHNIQUES GÉNÉRAUX DE LA FAO

I. CADRE GÉNÉRAL

1. L'Évaluation stratégique du rôle et des activités de la FAO dans le domaine des forêts a formulé la recommandation suivante: *«La Direction de la FAO doit jeter les bases d'une interaction et d'une collaboration renforcées et plus efficaces entre les différents organes statutaires et consultatifs de l'Organisation qui contribueront à la définition des priorités stratégiques. Plus précisément, la FAO doit assurer une interaction et une collaboration plus efficaces entre le Comité des forêts et le Comité de l'agriculture, moyennant par exemple: i) l'élaboration par le Département des forêts (FO) et le Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (AG) d'un document de synthèse conjoint sur les défis à relever et les possibilités à saisir; et ii) l'établissement d'un groupe d'experts mixte Comité des forêts/Comité de l'agriculture chargé de donner des indications à ces deux comités quant aux priorités stratégiques applicables aux principales activités intersectorielles qui devront être menées en collaboration par les départements de la FAO.»* La réponse de la Direction aux conclusions de l'Évaluation stratégique a suggéré, pour donner suite à cette recommandation, d'œuvrer plus activement à la convergence des calendriers des différents organes statutaires spécialisés dans la gestion des ressources naturelles.

2. À sa vingt et unième session, le Comité des forêts a envisagé la collaboration intersectorielle sous différents aspects. En examinant les résultats de Rio+20, le Comité a recommandé que la FAO aide les pays à *«mettre en évidence les modalités selon lesquelles les liens entre les forêts et l'agriculture peuvent être renforcés dans les différents secteurs et au sein des organismes et politiques de gestion des terres pour améliorer la sécurité alimentaire¹»*. S'agissant du renforcement des liens intersectoriels dans le domaine des forêts, le Comité a recommandé d'aider les pays à promouvoir *«la gestion durable des forêts et des arbres selon une approche intégrée étendue à l'ensemble du paysage et leur intégration dans l'agriculture et d'autres systèmes d'utilisation des terres, le cas échéant²»*. Pour ce qui concerne notamment les principales conclusions de l'Évaluation stratégique, le Comité des forêts a recommandé à la FAO *«d'examiner la possibilité d'une coopération plus étroite entre le Comité de l'agriculture, le Comité des forêts et le Comité des pêches, pouvant se concrétiser notamment par l'établissement d'un groupe d'experts mixte Comité des forêts/Comité de*

¹ COFO 2012/REP, paragraphe 18.

² COFO 2012/REP, paragraphe 30.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

l'agriculture» et «de faire rapport au Comité des forêts à sa prochaine session en 2014 sur les mesures prises et les actions engagées³».

3. Le document COFO 2014/6 présente un compte rendu complet des mesures prises pour donner suite aux recommandations énoncées ci-dessus. Par ailleurs, le nouveau cadre stratégique a joué un rôle fondamental à cet égard, les objectifs stratégiques constituant l'épine dorsale de la collaboration intersectorielle dans le programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2014-2015 et au-delà. Le document COFO/2014/7.1 fournit d'autres informations à cet égard.

4. Des mesures particulières ont été prises pour établir une collaboration plus étroite entre les organes directeurs concernés. Les secrétaires des trois comités se sont rencontrés pour débattre des moyens qui permettraient d'y parvenir et ont noté qu'il fallait présenter une proposition aux bureaux respectifs et aux organes directeurs eux-mêmes pour examen. On a noté que l'appel en faveur de la coopération lancé par le Comité des forêts devait être porté à l'attention des autres comités techniques, afin d'attribuer un mandat approprié aux départements concernés pour les interventions futures.

5. Lors de l'examen de l'application des recommandations formulées par le Comité des forêts à sa dernière session, le Comité directeur a demandé au secrétariat d'élaborer, en collaboration avec les départements concernés, une note conceptuelle portant sur ce processus et de la présenter pour examen aux bureaux respectifs en temps voulu afin que la décision d'inscrire cette question à l'ordre du jour des prochaines sessions puisse être prise.

II. LIGNE D'ACTION PROPOSÉE

6. Le nouveau cadre stratégique de la FAO offre de nombreuses possibilités de donner suite à ces recommandations. Bien que les objectifs stratégiques 1 à 5 visent à assurer une coordination efficace au niveau de l'exécution, il importe de lancer une telle coopération entre les organes Statutaires concernés dans le cadre de l'objectif stratégique 6.

7. On a noté lors des précédentes réunions de coordination que la meilleure façon de progresser serait que, les comités techniques concernés formulent en retour la même recommandation de collaboration que le Comité des forêts. Afin de promouvoir cette coordination, les comités techniques pourraient être invités à:

- examiner l'application de la recommandation du Comité des forêts à la lumière des indications issues de leurs décisions antérieures.
- étudier les possibilités d'établir un mandat semblable pour les comités.
- déterminer les questions d'intérêt commun et les préoccupations communes (voir annexe I: Informations générales sur les domaines d'intérêt commun possibles pour le Comité des pêches, le Comité des forêts, le Comité de l'agriculture);
- examiner les mécanismes d'exécution appropriés pour un éventuel mandat, notamment par une collaboration renforcée dans le Cadre stratégique (chaque objectif stratégique) et par la formulation de recommandations concrètes à répercuter dans le PTB pour l'exercice biennal 2016-2017.
- recenser les possibilités de traiter les points communs ou les préoccupations communes aux sessions des comités ou pendant les périodes intersessions.
- envisager de constituer des mécanismes conjoints comme par exemple des groupes de travail ou d'experts.
- donner des indications en vue de la collaboration pendant l'exercice biennal en cours en identifiant les domaines prioritaires dans le PTB actuel.
- recommander des solutions pour traiter la question aux prochaines sessions des comités.

8. Afin de faciliter les débats des comités, le secrétariat est chargé de:

- préparer une étude approfondie de la coopération et des initiatives conjointes en cours et antérieures.

³ COFO 2012/REP, paragraphe 58.

- se concerter avec les équipes stratégiques respectives sur la représentation des thèmes d'intérêt commun énoncés dans les objectifs stratégiques.
- proposer un calendrier ou un projet de feuille de route pour le futur processus de coopération entre le Comité des pêches, le Comité des forêts et le Comité de l'agriculture.

III. POINTS À EXAMINER

9. Le Comité souhaitera peut-être:

- encourager les pays à renforcer la collaboration entre les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la foresterie et autres usages des terres afin de promouvoir l'application d'approches intégrées à l'échelle du paysage.
- inviter en particulier le Comité de l'agriculture et le Comité des pêches à étudier les possibilités de collaborer avec le Comité et à donner des indications en conséquence à leurs secrétariats afin de traiter les questions clés recensées au paragraphe 7;
- inviter ces comités à envisager, le cas échéant, la création d'organes subsidiaires techniques.

10. Le Comité souhaitera peut-être demander à la FAO de:

- continuer à encourager la collaboration intersectorielle dans le cadre des objectifs stratégiques;
- élaborer, en concertation avec les bureaux respectifs, une proposition de collaboration détaillée, pour examen par les comités techniques à leurs prochaines sessions;
- faire rapport sur les progrès accomplis au Comité à sa vingt-troisième session.

Annexe**Informations générales sur les domaines d'intérêt commun possibles pour le Comité des pêches et le Comité des forêts**

1. Deux domaines stratégiques offrent des possibilités de renforcement de la coordination avec le programme des pêches: les écosystèmes côtiers comme interface entre les écosystèmes marins et terrestres; et la gestion des eaux et des bassins versants dans un paysage plus vaste. Des propositions concrètes découlent, sans pour autant s'y limiter, du récent document relatif à l'Initiative en faveur d'une économie bleue mondiale.

- Les mangroves, qui constituent un écosystème à la limite entre les écosystèmes marins et terrestres, offrent de vastes possibilités de coopération dans les domaines suivants:
 - atténuation des effets du changement climatique, car elles représentent un puits à carbone d'importance majeure.
 - protection de la biodiversité, s'agissant d'un réservoir génétique important et d'un lieu de reproduction pour la pêche.
 - protection côtière contre les catastrophes naturelles et contre l'érosion.
 - tourisme et pêche de loisir.
- L'intégration de l'aquaculture à d'autres activités de gestion des ressources naturelles dans le paysage permettrait la coopération aux fins suivantes:
 - élaboration d'une base de connaissances pour la planification au niveau du paysage.
 - amélioration des pratiques de gestion intégrée des bassins versants faisant intervenir l'agriculture, la foresterie, la gestion des eaux et la pêche.
 - appui à la mise en place de politiques, de cadres législatifs et institutionnels et de mécanismes financiers favorables.

Informations générales sur les domaines d'intérêt commun possibles pour le Comité de l'agriculture et le Comité des forêts

2. L'agriculture et la foresterie occupent chacune environ 30 pour cent des terres émergées du globe, sont souvent pratiquées dans des zones adjacentes et donnent lieu à un flux permanent entre elles. En l'absence de processus de coordination intersectorielle, un secteur peut agir au détriment de l'autre, et créer ainsi des conflits au lieu de mobiliser ou renforcer les synergies. À sa vingtième session, le Comité des forêts, rappelant les débats tenus à la vingt-deuxième session du Comité de l'agriculture, a appelé à une collaboration plus étroite entre les deux organes dans tous les domaines pertinents, notamment l'agroforesterie, les sols et les eaux.

3. La coopération entre la foresterie et l'agriculture pourrait être intensifiée dans les domaines suivants:

- intégration de la gestion durable des forêts à l'agriculture et aux autres systèmes d'utilisation des terres au niveau du paysage.
- instauration de la sécurité alimentaire, éradication de la pauvreté rurale, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, conservation de la biodiversité et utilisation durable des ressources naturelles grâce à des approches intégrées.
- lutte contre la désertification et la dégradation des terres et contre les causes fondamentales du déboisement et de la dégradation des forêts.
- promotion de l'agroforesterie afin de:
 - accroître et diversifier la production globale de composants ligneux et non ligneux du système de production rural tout en apportant des avantages environnementaux ajoutés et en renforçant la viabilité et la résilience des écosystèmes.
 - contribuer à une agriculture intelligente face au climat.